

ARRETE DE CIRCULATION

LIEU : Rue du vieux MONT

OBJET : Route fermée

DATE : 21 octobre 2024

Le Maire de la commune de MONT,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R411-5, R411-8, R441-25 et R414-4 à R414-16 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu la demande de l'entreprise CLAVÉ domiciliée au 104 route des PYRÉNÉES à MONT 64300 et représentée par madame Vanessa CHAILLOUX.

Considérant qu'en des travaux d'élagage et de débroussaillage réalisés par l'entreprise CLAVÉ, la circulation doit être règlementée.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le 21 octobre 2024 l'entreprise CLAVÉ représentée par madame Vanessa CHAILLOUX interviendra rue du vieux MONT au lieu-dit de « la montée de MONT » à MONT 64300.

Article 2 : Cette portion de la rue du vieux MONT sera fermée à la circulation de 8H à 18H. **Une déviation sera mise en place par la rue de la vallée de GÉOULE.**

Article 3 : Une signalisation visible de jour comme de nuit sera placée et maintenue aux abords et au droit du chantier

Conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée et au schéma CF24 du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté pourra faire l'objet de poursuite.

Article 5 : L'affichage et le maintien en vue du présent arrêté est à la charge du pétitionnaire.

Article 6 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Pétitionnaire
- Archives Municipale

A Mont, le 10 octobre 2024

Le Maire,



Jacques CLAVÉ